Birmanie : Violences accrues dans un pays riche en hydrocarbures, stratégie du chaos US ?

25/03/2013 à 11h00

Les tensions religieuses augmentent en Birmanie : le ministère de l'Information birman a ainsi indiqué dimanche que les violences entre bouddhistes et musulmans avaient fait ces derniers jours plus de 30 morts à Meiktila, dans le centre de la Birmanie. Ajoutant que les tensions s'étaient étendues à d'autres communes de la région.

Simple hasard ? la Birmanie est le pays qui a accueilli le 19 novembre dernier Barack Obama, pour son premier voyage à l'étranger depuis sa réélection. Déplacement annoncé comme un soutien de Washington au processus politique actuel en œuvre dans le pays.

Autre élément notable : alors qu'en novembre 2012, un séisme venait de frapper la Birmanie, pays d'ores et déjà théâtre de violences meurtrières entre bouddhistes et musulmans, nous rappelions ici-même qu'en avril 2012, les Etats-Unis avaient annoncé la levée de sanctions interdisant l'exportation vers le territoire birman de certains services financiers.

> *Parmi les objectifs autorisés, cités expressément dans le texte publié, figuraient alors « la construction de la démocratie et la bonne gouvernance », l'assistance aux réfugiés ainsi que les activités religieuses.*

> *Autre hasard ? rappelons que depuis mars 2012, les autorités birmanes ont conclu d'importants contrats dans le domaine du pétrole avec des sociétés étrangères. « Nul doute que la*

course aux hydrocarbures va s'intensifier » prédisait alors le site asie-info.fr.
*Un contexte permettant de redouter que **les Etats-Unis ne mettent encore une fois en oeuvre leur stratégie du chaos** ?*

Des violences inter-religieuses accrues

Le ministère de l'Information birman a par ailleurs indiqué qu'en dehors de Meiktila, des incidents avaient eu lieu dans trois autres communes, et notamment des incendies volontaires. Ajoutant que des dizaines de personnes avaient été arrêtées dans cette région toute proche de la capitale Naypyidaw.

Samedi, l'armée birmane a repris le contrôle de Meiktila, laquelle avait été placée la veille sous état d'urgence, à la suite de trois journées de violences à l'issue desquelles 32 morts ont été déplorés selon le dernier bilan officiel.

Mercredi, une simple querelle mercredi entre un vendeur musulman et des clients avait mis le feu aux poudres, des quartiers entiers de la ville ainsi des mosquées étant par la suite incendiés, des corps calcinés gisant dans les rues.

Des groupes d'émeutiers transformant la ville en un véritable coupe-gorge, témoignant d'une tension accrue entre bouddhistes et musulmans dans le pays.

Quand l'International Crisis Group s'inquiétait des poussées nationalistes et communautaires

En novembre dernier, quelques heures avant un fort séisme frappant la Birmanie – nous y reviendrons – l'International Crisis Group estimait dans un rapport que le pouvoir birman mais également Aung San Suu Kyi « ***devaient faire preuve de courage politique face aux poussées nationalistes et communautaires qui fragilisent les réformes*** ».

Le groupe de réflexion, dont le siège est à Bruxelles,

exprimant parallèlement son inquiétude à la suite des violences entre bouddhistes et musulmans qui avaient fait près de 200 morts dans l'Etat Rakhine depuis juin 2012, événements à l'origine du départ forcé de 110.000 personnes.

« *L'embrasement dans l'Etat Rakhine représente un pas en arrière profondément dérangeant* », estimait ainsi l'ICG, qui relèvait que « *l'ouverture politique depuis un an et demi, aussi positive qu'elle soit, libère aussi des discours potentiellement dangereux dans la société* ».

> ***« Il y a un potentiel pour des violences similaires ailleurs, au moment où le nationalisme, l'ethno-nationalisme et des préjudices anciens refont surface », précisait encore l'ICG.***

On voudrait semer chaos et terreur parmi les populations qu'on ne s'y prendrait pas autrement …. avais-je alors indiqué.

« *Le gouvernement a été incapable de contenir la violence, les autorités et forces de sécurité locales ont parfois agi de façon partisane, et la rhétorique extrémiste n'a fait l'objet de quasiment aucune contestation de la part des autorités et de l'opposition* », regrettait par ailleurs l'Institut.

> ***« Une autorité morale décisive est nécessaire, de la part du président Thein Sein et d'Aung San Suu Kyi, pour empêcher la propagation (des violences) et fournir des solutions à long terme », estimait par ailleurs l'ICG …. préparant peut-être d'ores et déjà le terrain à une « occupation » internationale du pays sous couvert de raisons humanitaires et de maintien de l'ordre … ? Qui sait .. une invasion humanitaire US étant tout à fait envisageable … l'ONG Save The Children (USA) étant « idéalement » placé pour initier le mouvement sur place … et qui plus est à la « faveur » d'un fort tremblement de terre.***

Quelques jours auparavant, Aung San Suu Kyi avait réclamé dans

un communiqué l'envoi de forces de sécurité supplémentaires.

Car, fin octobre, le gouvernement birman avait d'ores et déjà mis en garde, estimant que les violences meurtrières entre bouddhistes et musulmans dans l'ouest de la Birmanie « *étaient susceptibles de se transformer de violences classiques en actes terroristes armés, après des attaques contre les forces de sécurité avec des armes artisanales* ».

Après des semaines d'accalmie dans l'Etat Rakhine placé sous état d'urgence depuis des affrontements en juin 2012, des violences ont de nouveau éclaté le 21 octobre dernier entre bouddhistes de l'ethnie rakhine et musulmans de la minorité apatride des Rohingyas. Le gouvernement précisant alors que cette nouvelle vague de violences avait fait 89 morts et 136 blessés. Plus de 5.000 maisons ayant également été détruites, faisant plus de 32.000 sans-abri.

« *Certaines organisations locales et internationales sont impliquées dans les violences ainsi que des organisations politiques* », avait indiqué tout net le gouvernement, sans préciser à quels groupes il faisait référence, mais promettant d'agir fermement contre ceux qui ont incité aux violences. No comment …

Surin Pitsuwan, secrétaire général de l'Association des Nations d'Asie du sud-est (Asean) dont la Birmanie fait partie, avait également mis en garde fin octobre contre un risque de déstabilisation de la région si le désespoir des Rohingyas les poussaient à se radicaliser. « *La Birmanie pense qu'il s'agit d'une affaire intérieure, mais votre affaire intérieure peut devenir la nôtre du jour au lendemain si vous ne faites pas attention* », avait-il déclaré, observant que Naypyidaw avait refusé une offre de discussion avec l'ONU et l'Asean.

Avec le nouvel afflux de plusieurs milliers de déplacés vers ces camps déjà surpeuplés, le Haut commissariat pour les

réfugiés des Nations unies (HCR) avait alors prévenu qu'il avait dépassé leurs capacités en terme d'espace, d'abris et d'approvisionnement de base tel que nourriture et eau.

Quand Washington levait des sanctions financières envers la Birmanie

> ***Simple hasard ? Rappelons qu'en avril 2012, les Etats-Unis ont annoncé la levée de sanctions interdisant l'exportation vers le territoire birman de certains services financiers. Le département du Trésor ayant en effet publié à cette date un règlement autorisant ceux à visée humanitaire, démocratique, éducative, sociale et sanitaire, sportive ou religieuse. Parmi les objectifs autorisés, cités expressément dans le texte publié, figurent désormais « la construction de la démocratie et la bonne gouvernance », l'éducation, la santé, l'assistance aux réfugiés ainsi que les activités religieuses. No comment …***

Cette annonce inaugure une première d'une série de mesures prévues par Washington en vue de récompenser la Birmanie d'avoir organisé de manière adéquate ce mois-ci des élections législatives partielles nous avait-on affirmé à cor et à cris.

Début avril 2012, à la suite des élections qui ont permis à la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Aung San Suu Kyi de devenir la première force d'opposition au parlement birman, la secrétaire d'Etat américaine **Hillary Clinton avait annoncé l'allègement à court terme des restrictions pesant sur les investissements à destination de la Birmanie ainsi que la nomination rapide d'un ambassadeur. Le pays étant alors redevenu fréquentable à la suite de son engagement à poursuivre des réformes … voire à la faveur de ses richesses de son sous-sol diront certains ….**

La politique américaine étant loin d'être dénuée d'intérêts, avais-je alors indiqué, précisant que les Etats-Unis souhaitaient rompre la stratégie d'isolement de la Birmanie,

en vue d'éviter que ce pays riche en matières premières ne tombe chaque jour un peu plus dans le giron de la Chine.

> ***En novembre dernier, si à la « faveur » du séisme qui venait de frapper le pays, une invasion humanitaire des Etats-Unis pouvait être redoutée, nous laissions entendre que la catastrophe pourrait également « offrir l'opportunité » aux banques américaines – comme Goldman Sachs ? – de prêter de l'argent au gouvernement birman en vue de faire face aux dépenses sanitaires – voire de reconstructions ? – occasionnées par le séisme.***

La Birmanie : un pays prometteur en terme d'hydrocarbures

Mais au delà des lobbies bancaires US, les ficelles pourraient également être tirées par les lobbies pétroliers du pays de l'oncle Sam …

En effet, depuis mars 2012, les autorités birmanes ont conclu une dizaine de contrats dans le domaine du pétrole avec des sociétés étrangères.

Selon le journal Myanmar Ahlin, cité par Mizzima, des accords ont été signés avec l'entreprise publique Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE).

Sans fournir de plus amples informations quant aux éléments financiers concernant ces contrats, le journal gouvernemental avait alors précisé que des sociétés birmanes étaient impliquées dans ces accords conclus avec EPI Hodlings de Hong Kong, Geopetro International Holding de Suisse, Petronas de Malaisie, Jubilant Energy d'Inde, PTTEP de Thaïlande, Istech Energy d'Indonésie et CIS Nobel Oil de Russie.

> ***A cette date, toujours selon le gouvernement birman, dix compagnies pétrolières étrangères conduisaient des travaux exploratoires dans 24 lots offshores et huit autres dans vingt gisements sur terre.***

Le site asie-info.fr indiquant alors que si « jusqu'à maintenant, les capitaux provenaient essentiellement d'Asie », désormais « à la faveur de l'assouplissement des sanctions économiques imposées au régime birman, les Occidentaux prennent position dans un secteur qui leur a été longtemps fermé ».

> ***Ajoutant – cerise sur le gâteau « que « seuls l'Américain Chevron et le Français Total avaient investi, avant l'entrée en vigueur de ces sanctions, dans le projet de Yadana exportant du gaz vers la Thaïlande ».***

Le 14 juin dernier à Genève, tout en encourageant les investisseurs occidentaux à se rendre en Birmanie, Aung San Suu Kyi, avait exprimé de fortes réserves concernant la MOGE, estimant que cette dernière «manqu(ait) à la fois de transparence et responsabilité».

Parallèlement, l'Irrawaddy avait rapporté que des élus du Congrès américain avaient appelé les entreprises américaines à attendre avant d'investir dans ce secteur. Ajoutant que ces derniers espéraient qu'Aung San Suu Kyi, en tant que parlementaire, puisse initier une réforme de la société d'Etat.

leblogfinance